

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Installation d'un piège du surendettement pour les communes scolaires*

hd. Goldman Sachs nous présente un nouveau produit: les «social impact bonds» avec lesquels l'argent flottant librement des grandes banques et autres entités financières pourront investir dans le domaine du social dans les bas-fonds terrestres d'un monde miné par les crises. Grâce à l'énorme richesse des uns, on peut soudainement s'offrir, après 20 années d'euphorie mondialiste, de la «philanthropie» pour les autres. Mais il ne s'agit pas d'amour du prochain au sens chrétien ou de quelque chose de semblable étant actuellement très mal vu. Non, il s'agit de «philanthropie» solide, comme elle a été présentée aux auditeurs de la Radio suisse-allemande DRS 1 du 30 juillet dans l'émission intitulée «Faces of America»: il est possible d'investir dans le secteur du social. L'argent est là. «social impact bonds have potential upside for investors» déclare le maire de New York, Michael R. Bloomberg. Et d'une voix enthousiaste, il ajoute «But citizens and taxpayers stand to be the biggest beneficiaries». (Traduction: «Les «Social impact bonds» offrent d'excellentes possibilités pour les investisseurs. Mais les citoyens et les contribuables en profiteront le plus.») L'argent extorqué aux peuples du monde n'est donc pas rendu aux pays et aux Etats (par exemple pour amortir l'ensemble des dettes publiques), mais il est réinvesti directement dans le secteur social: aux Etats-Unis, on nous présente comme projets modèles des établissements pour mineurs délinquants et des écoles privées; et tout est un domaine très prometteur.

En Suisse par exemple, il suffit d'avoir une décision de la commune scolaire et une signature sous un contrat suite auquel on vend ou loue les élèves de la commune en tant que matière première et on s'engage à assumer le paiement des intérêts pour une durée illimitée.

Celui qui est le plus «doué» pour lancer de telles affaires est un monsieur dénommé Fratton qui possède une entreprise nommée «Haus

des Lernens» [«maison de l'apprentissage»] à Romanshorn. Etant donné que M. Fratton s'exprime exactement avec les mêmes termes au sujet de l'école que Gabriel Cohn-Bendit, le frère de Daniel Cohn-Bendit, il pourrait presque être leur petit frère. Sa femme est architecte d'intérieur et sur demande elle ne construit pas seulement de nouveaux bâtiments entièrement câblés pour 30-50 millions de francs et des bureaux haut de gamme en espace ouvert avec des plantes vertes émanant de l'écologie profonde pour le repos de l'âme. Elle évite aussi des bâtiments scolaires existants pour en faire des grottes à ordinateurs du dernier cri. Il y a trois options en promotion: 1. les «paysages d'apprentissage». 2. les classes «time-out» ou classes «relais» (pour les enfants avec des troubles de pulsions spécifiques qui ne supportent plus la superstructure bourgeoise et doivent en «être libérés» de cette manière). 3. les «écoles mosaïques» pour les établissements qui désirent avoir un triage des élèves selon l'ethnie, la religion, le QI ou toutes autres spécificités à l'intérieur de leur école. Les enseignants? On n'en a plus besoin. Selon la théorie de Marcuse, la libération passe obligatoirement par l'«apprentissage par soi-même». Et ne l'oublions pas: elle passe aussi par le piège du surendettement et la vente de nos enfants à la haute finance. Au

lieu d'un enseignant, on y rencontre un barman qui installe les liens électroniques au bar des ordinateurs. Voulez-vous, en tant que citoyen d'une commune suisse, vraiment tomber dans ce piège? Analysez soigneusement les articles paraissant régulièrement dans les journaux économiques. Ils vous promettent de préparer vos enfants le plus vite possible et de la manière la plus performante à être des acteurs au sein d'une économie mondiale américanisée. La vie? Ce n'est qu'une «performance» en faveur de l'empire! Take it or leave it. La Grande-Bretagne et l'Australie sont en train de tester ce système. Goldman Sachs supervise les projets et donne son okay pour le monde des investisseurs (cf. «Herald Tribune» du 3/8/12, p. 18).

Avant ce départ en direction d'une éducation martienne, il faut qu'on se remémore les bases fondamentales de toute démocratie – et spécialement de la démocratie suisse: Notre école obligatoire est un pilier central de la démocratie. Elle a été obtenue de haute lutte au cours de la Régénération après 1830. Le même droit à la formation scolaire pour tous:

pour la campagne et la ville
pour les pauvres et les riches
pour les filles et les garçons.
Les enfants des divers âges dans nos communes forment une communauté d'appren-

tissage et de vie par dessus les barrières sociales et les différences de langues et de religions. Selon Eros Ratti, enseignant tessinois d'instruction civique, cette conscience pour la chose commune dans un Etat de démocratie directe doit être posée avant le début de la 4^e classe primaire. Tout le reste se construit ensuite sur cette base. Si l'on veut préserver et développer le bien commun pour la prochaine génération et en poser les bases au sein de la génération d'écoliers actuels, cela nécessite de la réflexion entre nous adultes qui dépasse de loin la seule euphorie concernant la bourse américaine. Il faut que ce soient des réflexions qui ne sont pas liées aux partis politiques – c'est uniquement de cette manière que la démocratie peut être sauvegardée et qu'on peu éviter l'entrée dans un nouveau fascisme financier.

En outre, dans son jugement du 31 mai, le Tribunal fédéral a renforcé le droit de la personnalité en défendant à Google de sauvegarder les visages et les numéros des plaques de voitures des citoyens sur les immenses supports informatiques américains.

Quelles en sont les conséquences pour l'école? Des informaticiens nous rendent depuis assez longtemps attentifs au fait qu'on peut, avec les nouvelles technologies, installer des espions visuels et acoustiques dans des appareils privés, sans que le propriétaire en ait connaissance. Il va de soi que cela sera aussi le cas dans les appareils informatiques placés dans les «paysages d'apprentissage», dans les «écoles mosaïques» et dans les classes «time out»: inclus gratuitement dans le piège du surendettement et l'obligation de payer les intérêts! Si ce jugement au sujet de Google est valable pour les adultes, la protection des données et de la personnalité de nos enfants ne devrait-elle pas être encore plus sévère?

La tentative d'acheter la Suisse se fait sur plusieurs niveaux. Les «agents de l'Interreg» sont très actifs tout en adoptant un profil bas. La défense de ces attaques mobilise beaucoup d'énergie. La tentative d'acheter aussi nos enfants pour pouvoir les commercialiser comme matière première à la bourse, rend visible les promoteurs. Il faut se rappeler de chacun d'eux. De chacun!

«Aujourd'hui, nous sommes de très, très bons amis»

«D'habitude, nous entretenons une excellente concurrence entre les deux institutions [l'OCDE et la Commission européenne], l'OCDE était basée sur la recherche et nous sur la politique. Et nous avons besoin de cela. Eux avaient besoin des aspects politiques, pour pouvoir mobiliser la conscience européenne... C'était dans leur intérêt de collaborer avec nous... Nous avons quelques différences, mais nous travaillons de manière toujours plus étroite, nous sommes aujourd'hui de très, très bons amis, il n'y a plus de conflits.»

«L'Europe représente actuellement une partie essentielle du monde de l'OCDE»

«Mais il est important de reconnaître que l'Union européenne est tout autant un agent qu'un fil conducteur pour l'euro-péisation; elle est un acteur dans un nouveau domaine politique, qui est peuplé aussi par d'autres organisations et agences internationales. En réalité, ce n'est pas une agence européenne qui est l'une des plus puissantes de tous les acteurs institutionnels qui s'engagent en faveur de l'euro-péisation, mais une agence globale: l'OCDE. Depuis que les données sont devenues décisives pour la direction des gouvernements, les compétences croissantes et l'influence politique de l'OCDE ont transformé ses relations avec la Commission européenne.»

Interview d'un collaborateur de la Commission européenne, juin 2009
Citée dans: Martin Law und Sotiria Grek. *Europeanizing Education: governing a new policy space.* Southampton, 2012. P. 117sq. (Traduction Horizons et débats)

Les réformes de l'OCDE, les stratégies pour les imposer et leur réalisation

rh. L'OCDE vise à changer les systèmes d'éducation de leurs Etats membres. Dans ce but, elle recommande des réformes aux Etats depuis une décennie. Le but visé s'appelle «Innovative Learning Environments» (les environnements innovateurs de l'apprentissage) et leur justification n'est que d'ordre économique. On veut réaliser des performances maximales pour les «21st century competences» dont on aura besoin pour la

nouvelle «knowledge-based economy» (une économie basée sur le savoir). Les techniques traditionnelles d'apprentissage y seraient inadéquates. Au lieu de cela, on doit tenir compte de quatre principes de base:

- les résultats d'études doivent être évalués en permanence (PISA),
- les technologies de l'information (ICT) doivent révolutionner le travail scolaire. Pour réaliser cela, il faut des investisse-

ments énormes dans les «ressources digitales»,

- le travail scolaire et l'enseignement doivent être liés aux nouvelles méthodes,
- les écoles sont tenues à mieux intégrer les résultats de la recherche.

Source: *Executive Summary* de «The Nature of Learning-Using research to inspire practice», Center for Educational Research and Innovation, OECD 2010, p. 13

Les buts des réformes

Les buts des réformes qui découlent soi-disant des résultats de PISA («best practice models» – les meilleurs modèles pratiques) selon l'OCDE et qu'elle propose depuis des années à ses Etats membres sont les suivants (le rejet du système scolaire structuré à différents niveaux s'y trouve au centre; l'OCDE le met au même rang que l'«exclusion»):

- l'égalité, au niveau social et sexuel. Pour cela, il faut
- des structures d'école intégratives et coopératives, c'est-à-dire la transformation des systèmes scolaires structurés de façon «sélective» en une forme intégrative.

- Des standards de qualités uniformes pour la formation, qui doivent être évalués en permanence.
- Des formations continues spéciales pour les professeurs, puisque l'enseignement intégratif force les professeurs à instruire chaque enfant de manière individuelle.
- L'autonomie de l'école améliore le système en léguant la responsabilité à chaque école individuelle et aux services administratifs locaux, en le soustrayant ainsi au contrôle de l'Etat. Ceci permet à chaque école de déterminer elle-même le contenu, le budget et l'admission des élèves (!).
- la recherche et la statistique doivent être évolutives afin d'avoir toujours une large base de données à disposition.

Les stratégies pour imposer les réformes: créer de la pression

De par la réalisation permanente des évaluations comparatives des performances des écoles et la publication des résultats (PISA), l'OCDE exerce une pression («soft power») sur les Etats nationaux. Des gouvernements

Suite page 2

Un empire informel dont le centre de gravitation se trouve seulement à Washington

Le professeur américain pour l'histoire, technologie et société au *Georgia Institute of Technology* démontre dans son étude sur «L'hégémonie américaine et la reconstruction de la science en Europe après la guerre» un facteur de base dans la politique étrangère des Etats-Unis par rapport à l'Europe: Il s'agissait de la construction d'un régime d'hégémonie de création nouvelle: soit un empire informel, basé sur l'accord, et qui naît dans une sorte de «coproduction». Pourtant son centre de gravitation se trouve seulement à Washington. Pour cela, il ne fallait pas seulement «la collaboration active des élites

nationales qui partageaient les ambitions économiques, politiques et idéologiques des Etats-Unis, et qui disposaient de suffisamment de légitimité et de pouvoir pour forcer ceux qui pensaient différemment à accepter leurs idées du chemin que l'Europe devrait prendre. Il fallait également la modification subtile de l'identité européenne, une implantation progressive des normes américaines et de leurs méthodes.»

John Krige. *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, The MIT Press, Cambridge 2006, p. 255, (Traduction Horizons et débats)

Interreg IV – la politique régionale de l'UE et la Suisse

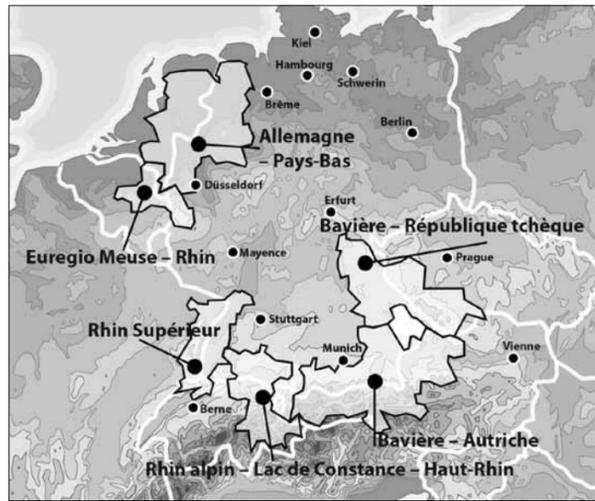
Avons-nous négligé de surveiller le Gouvernement fédéral?

mw.km.thk. Entre 2007 et 2013, l'UE dépense 8,7 milliards d'euros pour un programme de soutien de projets transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux. Ce programme européen s'appelle *Interreg IV*. Depuis 1990, il y a déjà eu trois périodes de ce programme (Interreg I-III). *Interreg IV* vise à dissoudre les Etats nationaux. A l'origine, le plan «Europe des régions» provient d'une idéologie verte.¹ *Sur les cartes correspondantes, la Suisse n'existe plus en tant qu'Etat mais est divisée en régions linguistiques, attachées à la France, à l'Italie et avant tout à l'Allemagne.*

La Suisse est entièrement intégrée à *Interreg IV* de l'UE. Officiellement, il est écrit: «Au niveau suisse, cette participation est réglée depuis le 1^{er} janvier 2008 dans le cadre de la NPR [Nouvelle politique régionale].»²

Interreg IV comprend trois volets:

1. La coopération des régions limitrophes (la Suisse participe entre autre aux programmes d'Interreg Rhin supérieur et d'Interreg Alpes rhénanes/Lac de Constance/Haut-Rhin).
2. La coopération transnationale «entre régions voisines appartenant à des régions plus larges» (la Suisse participe avec l'Allemagne, la France, l'Italie, la Slovénie, l'Autriche et le Liechtenstein au projet «Espace alpin» et avec l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Irlande, le Luxembourg,



Cette carte montre les régions du programme INTERREG de l'UE. On y ignore les frontières nationales. (Infographie roho d'après www.regiosuisse.ch/etz/interreg)

«L'initiative *Interreg* est d'autant plus importante, parce qu'elle introduit quelque chose de tout nouveau: la «gouvernance» transnationale. Une nouvelle forme d'un guidage politique, qui laisse supposer, à quoi pourrait ressembler une politique européenne, qui dépasse réellement les frontières traditionnelles.»

Michel Barnier, alors (de 1999 à 2004) Commissaire européen pour la Politique régionale et les Réformes institutionnelles (depuis 2010, de nouveau Commissaire européen pour le Marché intérieur et les Prestations de services). In: Europäische Kommission. Die Politiken der Gemeinschaft und die Berggebiete. Konferenzbeiträge. Brüssel, 17-18 octobre 2002, p. 46

les Pays-Bas et la Grande-Bretagne au projet «Europe du Nord-Ouest».

3. La coopération interrégionale entre des régions non limitrophes.

La Suisse participe aux trois programmes.³ C'est la Loi fédérale sur la politique régionale du 6 octobre 2006 qui en définit les bases légales.⁴

1^{er} exemple: Région du Lac de Constance

Le programme officiel d'*Interreg* pour les «Alpes rhénanes/Lac de Constance/Haut-Rhin» comprend 108 pages.⁵ Les cantons Argovie, Schaffhouse, Zurich, Thurgovie, Saint-Gall, Appenzel Rhodes Extérieures, Appenzel Rhodes Intérieures, Glaris et les Grisons font partie de la Région du Lac de Constance, bien qu'ils ne fassent pas partie de l'UE. Les cantons suisses limitrophes du Lac de Constance ont depuis toujours collaboré avec les pays voisins, jusqu'à présent en respectant toujours la souveraineté nationale.

Toutefois, dans le programme européen, il est écrit: «Les frontières entre les Etats sont ressenties comme grande faiblesse et comme obstacle au développement». Ce programme de l'UE représente «une contribution durable dans le but de surmonter les frontières dans la région». Plus loin, il est écrit: «Le programme vise à l'extension et l'édification de réseaux dans les domaines les plus divers» et il représente «une étape importante vers une Europe commune». Pour les projets de ce programme, l'UE investit 23,7 millions d'euros, auxquels il faut ajouter les fonds d'aides suisses pour Interreg.

Edifice imaginaire «Espace de formation du Lac de Constance»

Le programme *Interreg* pour la Région Lac de Constance veut entre autre réorganiser le domaine de l'enseignement en passant outre à la souveraineté des cantons et des Länder. Selon le programme, l'UE encourage «des projets qui apportent une contribution à la promotion du capital humain en vue de créer une société du savoir». Les structures existantes doivent «être utilisées encore mieux que jusqu'à présent aussi de manière transfrontalière». Cela vaut «en particulier pour les domaines de l'enseignement et de la formation continue». *L'UE veut créer un «Espace de formation du Lac de Constance»*. Depuis 2010, *Interreg IV* et l'UE encouragent d'un commun accord avec la Confédération helvétique, dix cantons suisses et le Land de Vorarlberg le projet de recherche «Ecole alpine» qui permettra d'intervenir directement dans les structures scolaires et le déroulement de l'enseignement.

Le tout sans aucune légitimation

Pour la réalisation de l'ensemble du programme *Interreg* dans la Région du Lac de Constance, une énorme structure a été mise en place avec des autorités administratives, des institutions de certification, un secrétariat technique, divers postes de réseaux, des autorités de contrôle, des commissions de suivi, des commissions de guidage etc. Dans tous ces «organes» d'un «Etat dans les Etats» siègent des fonctionnaires allemands, autrichiens, du Liechtenstein et de la Suisse – pour tous les pays sans mandat du souverain correspondant et uniquement sur la base d'ordonnances établies par l'Union européenne.

2^e exemple: la «Région Basiliensis» suisse au sein de la «Région du Rhin supérieur»

Le programme officiel de l'UE comprend 100 pages.⁶ Le territoire de la Région Basiliensis s'étend du nord de la Suisse jusqu'au

Palatinat du Sud. Les cantons suisses de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, du Jura, de Soleure et ici aussi le canton d'Argovie font partie de la Région Basiliensis bien qu'ils ne fassent pas partie de l'UE. Bâle, située dans le triangle des trois pays Suisse-Allemagne-France, a depuis toujours coopéré librement avec les pays voisins et en respectant la souveraineté de chacun d'eux. Mais les frontières nationales dérangent l'UE également ici. Elle se justifie ainsi: «[Pour l'UE] les frontières du Rhin supérieur continuent à former un obstacle pour exploiter à fond le potentiel du développement régional.»

Du côté suisse, les programmes sont réalisés par l'«Association Région Basiliensis». Cette association a 400 membres individuels et 200 membres collectifs. Elle coordonne la «coopération» d'Interreg et de la NPR (Nouvelle politique régionale) au-delà des frontières sur ordre des cantons participants du nord de la Suisse. Du fait de la relation étroite entre Interreg et la NPR, la Nouvelle politique régionale s'oriente selon les directives européennes. «Les projets de la NPR» obtiennent «des subventions fédérales ou cantonales [...] uniquement si les projets remplissent les conditions-cadre du programme Interreg correspondant et en même temps si ils contribuent à atteindre les objectifs de la politique régionale de la Confédération, respectivement des cantons.»

Les objectifs de la Région Rhin supérieur (avec la Région Basiliensis suisse) sont:

- l'utilisation commune du potentiel économique de l'espace du Rhin supérieur;
 - la promotion de l'espace du Rhin supérieur en tant que région intégrée de formation, de travail et d'habitation;
 - l'organisation durable du développement de l'espace du Rhin supérieur.
- «Il est particulièrement mis en avant la plus-value transfrontalière et le caractère innovateur des projets de coopération subventionnés.»

Le souverain est mis à l'écart

On peut s'imaginer les conséquences qu'aura une «Région de formation intégrée» pour la Suisse quand on considère la situation de l'enseignement en Bade-Wurtemberg après l'entrée en fonction du Gouvernement vert-rouge. Il est prévu d'installer des «écoles uniques» [«Gemeinschaftsschulen»] sur tout le territoire, ce qui correspond à la dévastation du paysage scolaire et à long terme à l'anéantissement de la démocratie.

L'«Association Région Basiliensis» prend en charge, en passant outre au souverain, des tâches revenant à la Confédération et aux cantons. «La IKRB (Région Basiliensis) remplit ainsi pour les cantons des fonctions étatiques dans le sens d'une «petite politique extérieure». Le financement de la IKRB est garanti par les cinq cantons de la Suisse du Nord-Ouest dans le cadre d'accords de subventions d'une durée de plusieurs années.»⁷

¹ Pierre Hillard, La décomposition des Nations européennes – de l'Union euroatlantique à l'Etat mondial, 2e édition, François-Xavier de Guibert, 2010; Pierre Hillard, Les Verts, partisans d'une Europe des ethnies.

² www.regiosuisse.ch/etz/interreg

³ www.regiosuisse.ch/etz/interreg

⁴ www.regiosuisse.ch/etz/interreg

⁵ www.interreg.org

⁶ www.interreg-oberrhein.eu/dokumente,10286.de.html

(Toutes les citations sont extraites du programme officiel de l'UE et traduites par *Horizons et débats*)

A quel agenda cachée servent les Eurorégions Lac de Constance, Basiliensis et Genève?

hd. L'historien français, Pierre Hillard a fait des recherches sur la politique de régionalisation de l'Union européenne, qui sert «de moyen de dynamiser les Etats nationaux». Voilà ce qu'en dit Pierre Hillard:

«Le principe de régionalisation en Europe va bien au-delà d'une simple réorganisation du vieux continent. En fait, il s'agit d'octroyer des pouvoirs politiques, économiques et financiers aux régions, ces dernières traitant directement avec les instances bruxelloises. Ce phénomène est dû aux volontés politiques allemandes qui ont su insuffler ces mesures dans le cadre de la construction européenne. Comme le rapporte le professeur en sciences politiques, Rudolf Hrbek dans la revue *Documents, revue des questions allemandes*: «Le point de départ de cette nouvelle série d'initiatives fut la résolu-

tion de la conférence des ministres-présidents d'octobre 1987 à Munich, où fut fixé comme objectif une Europe aux structures fédérales. Deux ans plus tard, les ministres-présidents des Länder créèrent un groupe de travail de leurs chancelleries d'Etat en lui commandant un rapport sur la position des Länder et des régions face aux développements futurs de l'Union européenne». Tous ces travaux ont trouvé leur impulsion grâce à l'action du gouvernement du Land de Basse-Saxe en 1996.

A l'époque, dirigé par le ministre-président Gerhard Schröder, le député socialiste du Land de Basse-Saxe, Peter Rabe, est à l'origine de l'élaboration de la recommandation 34 (1997) du CPLRE (*Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux d'Europe*). C'est ce document qui autorise une recomposition politique de l'Europe. Le principe en lui-même

est simple. Il s'agit d'octroyer le maximum de pouvoirs aux régions, celles-ci traitant de plus en plus avec l'Union européenne (UE) aux dépens d'Etats. Dans cette construction, l'élément intermédiaire, en l'occurrence l'autorité nationale, est complètement court-circuité. Ce principe poursuit l'objectif de démanteler les Etats au profit d'une Europe des régions, plus exactement d'une Europe des eurorégions. La création de ces dernières consiste à mettre sur pied des entités territoriales rassemblant plusieurs régions de différents pays. C'est le cas de l'eurorégion Alsace/Pays de Bade ou encore Pyrénées/Méditerranée. Cette politique conduit à déstructurer les Etats européens afin de les broyer.»¹

¹ Pierre Hillard, *La régionalisation pour dynamiser les Etats*, in: *Horizons et débats*, n° 21 du 2/6/09

from Switzerland and the US, in: *European Journal of Education*, Vo. 46, No. 1, 2011, Part I

Conclusion

En 1981, la «National Commission on Excellence in Education» a dénoncé, dans son rapport «A Nation at Risk», le système américain d'éducation mauvais comme étant inacceptable et elle a constaté:

«[...] if such a system had been foisted on the nation by a foreign power, it would be considered an act of war.» [«Si un tel système avait été imposé à la nation par une puissance étrangère, cela serait considéré comme un acte de guerre.»] (Cité d'après Langer, Roman, p. 54; note bibliographique plus précise, cf. p. 4.)

«Les réformes de l'OCDE ...»

suite de la page 1

des Etats nationaux ont été mis sous pression, à cause de leur rang sur la «liste des résultats», pour changer leur système de formation. Pour cela, ils se sont orientés selon les modèles recommandés par l'OCDE. Une pression de conformité et une contrainte de légitimation sont apparues, si par exemple on ne voulait pas participer ou si l'on avait d'autres idées. Ceci a mené au fait que les pays se sont mis à copier les modèles recommandés par l'OCDE.

Le résultat a été une mise au pas au sens pur et simple des Etats nationaux impliqués par rapport à leurs systèmes éducatifs.

La réalisation – une comparaison entre la Suisse et les Etats-Unis

Si l'on compare ces deux pays, une curiosité saute aux yeux: Pendant que la Suisse réalisait nombre de propositions de réformes, accompagnées par un cirque médiatique gigantesque – malgré ses résultats excellents dans les études de PISA – aux Etats-Unis personne ne tenait compte de PISA en dépit du fait que les USA avaient obtenu de très mauvais résultats lors des trois enquêtes. Les médias se taisaient et il n'y avait aucun projet de réforme. La raison en est: dans les écoles américaines, tout est déjà organisé selon les recommandations de l'OCDE pour l'Europe!

Source: Tonia Bieber et Kerstin Martens: *The OECD PISA Study as a Soft Power in Education? Lessons*

«Pour Gaby Cohn-Bendit, l'école c'est «de la merde!»²⁷

«Gaby fera entendre la voix des Cohn-Bendit: «Je ne suis pas de ceux qui disent que les enseignants sont des gens formidables. Je n'aime pas mon pays! Cette école qui crée les nationalismes! Je n'aime pas l'école parce qu'elle n'est pas aimable! Les enseignants, ils ont des primes pour venir enseigner en ZEP [zones d'éducation prioritaire]. Qu'est-ce que ça veut dire! Il y a peut-être 15% de profs qui se donnent à leurs élèves ...»²⁷

²⁷ Soubrouillard (Régis), «Pour Gaby Cohn-Bendit, l'école c'est de la merde! Marianne 2 du 10/1/10. Source: Paul Ariès, Florence Leray: *Cohn-Bendit, l'imposture*. Paris 2010, p. 46sq. ISBN 978-2-35341-086-6

L'école et l'éducation dans l'étau de la politique d'hégémonie

ab.ef.ev. Dans ce domaine, l'OCDE et l'UE ont de bonnes raisons de «s'aimer» –selon les prémisses américaines.

Plus on commence à étudier les débats actuels sur l'école et l'éducation, plus il apparaît que les réflexions limitées sont déplacées. On découvre une littérature anglophone, qui ne commence pour l'essentiel qu'après la guerre du Kosovo et qui se développe de plus en plus après l'effondrement de *Lehman Brothers* en 2008/9. Le plus souvent, il ne s'agit pas d'une littérature de recherches, mais elle donne plutôt l'impression d'une littérature descriptive accompagnant un vaste processus d'implémentation dans tous les pays européens, y compris la Suisse. Une des caractéristiques les plus frappantes est une rupture: une ignorance totale de toutes les connaissances en éducation et des améliorations de l'école, orientées selon la conception personnelle de l'homme, qui ont été développées jusqu'à présent dans les pays européens eux-mêmes et leur diverses régions linguistiques. Certains de ces jeunes auteurs refusent même

de permettre la traduction en allemand de leurs textes anglais!

La rupture dans le domaine de la théorie et de la culture ressemble dans sa radicalité à celle de la théologie de la libération et du groupe autour de *Levinas* après la Seconde Guerre mondiale. Mais ce groupe de jeunes philosophes avait l'honnêteté d'*expliquer* et *justifier ouvertement* la rupture avec toute la tradition de la pensée européenne. La jeune génération actuelle ne le fait pas dans son service d'accompagnement pédagogique. *Tonia Bieber*, par exemple, se réjouit, dans son texte qui traite de l'implémentation des mesures prévues par l'OCDE/UE en Suisse, avant tout du fait que pas même les acteurs de veto les plus importants, c'est-à-dire les cantons, ont montré la résistance attendue, et que ces mesures-là ont pu être implémentées plus rapidement qu'attendu et qu'elles ont été absorbées comme du beurre liquide.¹

Dans tout cela, il est bon de trouver un auteur qui élargit l'horizon et qui semble reconnaître que ce processus top-down, initié

par les Etats-Unis, nuit à l'essence démocratique des pays européens. *Roman Langer*, éditeur de l'ouvrage intitulé «Pisa – warum tun die das» [«Pisa – pourquoi font-ils cela?»], ne débute pas ses recherches lors du changement du millénaire, mais il analyse la mission américaine de dominer l'éducation des pays européens à la suite de la crise du Spoutnik. Vous vous souvenez: lorsqu'en 1957 les Russes ont été les premiers à lancer une sonde en orbite terrestre, cela fut une offense narcissique presque insupportable pour l'Amérique propre de l'Occident. Mais les Américains qui eux ne durent pas reconstruire des villes en ruines après la Seconde Guerre mondiale et qui ne durent pas venir à bout d'une population grièvement affaiblie et décimée, au lieu de remettre soigneusement leurs écoles et établissements d'enseignement en bon état, ils prirent le chemin inverse. En allant raisonnablement de l'avant, ils auraient pu rattraper les Russes et améliorer le monde dans une course de recherche pacifique. Mais pour cela, il aurait fallu un débat sur le développement de

l'enfant et sur le renforcement du développement de sa personnalité, auquel aussi d'autres pays et cultures, et en particulier l'*Unesco*, auraient eu beaucoup à contribuer.

Au lieu de cela, ils ont misé sur la carte de leur développement hégémonique et conclurent, en 1958, un programme d'urgence national, le «National Defense Education Act» (NDEA), qui soumit l'école et l'éducation à la conception utilitariste, et ainsi aux intérêts d'un pouvoir impérialiste. Lorsqu'en 1961, l'OCDE fut fondée, cette mission fut transmise à cette instance d'influence et elle visa en premier lieu les pays du bloc occidental.

Malgré toutes ces mesures, il semble que ni l'école et l'éducation, ni les avantages économiques se soient améliorés, de sorte qu'une nouvelle crise débuta au milieu des années soixante-dix. Tout Européen, qui alla vivre outre-Atlantique et qui avait des enfants en âge scolaire, dut bien réfléchir s'il voulait les emmener ou les laisser ici chez des parents.

Suite page 4

La pochette-surprise des marchands de l'éducation

La «maison de l'apprentissage» de Peter Fratton

ef. La première «maison de l'apprentissage» (Haus des Lernens) a été fondée en 1980 par *Peter Fratton* comme école privée à Romanshorn. L'entreprise actuelle «SBW Haus des Lernens Holding Gruppe» – que Peter Fratton même a quittée en 2006 – se considère comme «fournisseur d'éducation suisse dans tout le domaine de la formation pour les enfants et les adolescents» avec des sites dans les cantons de Thurgovie, Saint-Gall et Appenzel Rhodes-Extérieures. Les écoles s'appellent: *International School, Primaria, Secundaria, Futura, Futura Beruf, Futura Studium, Futura Kunst, EuregioGymnasium, Neue Medien AG, Brückenangebot, Idea* (section de développement). On trouve les «International Schools» dans les régions «devenues plus intéressantes

pour les entreprises et employeurs internationaux au cours d'une mondialisation avancée». SBW est depuis peu l'organisateur de l'*Entrepreneur of the Year Junior Academy*, entre autres en collaboration avec la société de conseils aux entreprises, *Ernst & Young*.

La conception de la «maison de l'apprentissage» est la suivante:

- «mutation [du professeur] en un accompagnateur de l'apprentissage» [Lernbegleiter]
- «les accompagnateurs de l'apprentissage satisfont les «demandes fondamentales» des élèves: «Ne m'apprends rien. Ne m'explique rien. Ne m'éduque pas. Ne cherche pas à me motiver.»
- «changement de paradigmes», c'est-à-dire «mettre tout simplement à l'écart [...] les

raisonnements habituels» et faire comme si «nous réinventons tout dans un domaine».

- «Sur des chemins variés, avec différentes personnes, aux endroits variés, des temps variés, du matériel varié, en faisant des pas variés et avec des idées variées dans des rythmes variés vers des buts communs.» Au lieu de dire: «Tous les élèves du même âge doivent bien atteindre le même but au niveau égal chez le même professeur, en même temps, dans la même salle de classe, à l'aide des mêmes manuels.»
- «Diriger de façon fractale», c'est-à-dire les «accompagnateurs de l'apprentissage» et les «partenaires de l'apprentissage» (élèves) doivent apprendre par différentes «formes

autonomes de l'apprentissage» (à l'aide de l'*iPad* et de l'*eduProfiler* pour trouver la «trace d'apprentissage»)

- «Confiance en la réussite» («yes, we can!»)
- Acquisition des «qualifications-clé»
- «Environnement organisé» («beaucoup de temps et d'énergie pour l'organisation de l'espace de l'apprentissage»)
- Acquérir la capacité d'«apprendre toute la vie»
- «Coaching», «apprentissage orienté selon les compétences», «apprentissage individualisé»
- «Unités d'enseignement pour des élèves de tous âges confondus»

(Toutes les citations et termes sont tirés des présentations du SBW même et des discours de Peter Fratton.)

Paysages d'apprentissage

tspl/hwi. L'apprentissage organisé de façon autonome, si possible tous âges confondus, se fait dans des locaux spécialement aménagés avec des inputs brefs et ciblés par des accompagnateurs de l'apprentissage. Chaque élève et chaque accompagnateur a sa place de travail. Des lampes rouges et vertes montrent aux élèves quand ils peuvent s'adresser à leur moniteur.

Objectif: Acquérir soi-même le savoir pour devenir indépendant.

Principes

L'enseignement dans un paysage d'apprentissage suit essentiellement deux principes:

1. Pédagogie: Le paysage d'apprentissage a besoin d'un enseignement individualisé. Après un input de 10 minutes par l'accompagnateur, les élèves travaillent seuls avec le matériel donné.
2. Infrastructure: Les salles de classe doivent être modifiées pour le paysage d'apprentissage. Avec des parois mobiles, chaque place de travail est séparée de trois côtés des autres élèves. La place doit être tenue en ordre, on ne parle qu'en chuchotant pour promouvoir la concentration.

Une salle de classe modifiée pour le paysage d'apprentissage n'est plus adaptée à l'enseignement avec toute la classe. Pour les inputs, des

salles supplémentaires sont nécessaires avec des tableaux noirs, des projecteurs et des beamers.

La nouvelle culture d'apprentissage exige une nouvelle architecture scolaire: un espace vide solide avec un programme d'espace flexible. De grandes salles seraient souhaitables offrant de la place pour les places de travail de 60 à 100 élèves. Des espaces extérieurs et les couloirs sont considérés comme espaces d'apprentissage avec une ambiance agréable. Un réseau d'ordinateurs, accessible à tout endroit au moyen de prises au sol, fait partie du concept.

Dans beaucoup de communes, des demandes s'élevant à des millions de francs concernant de tels bâtiments spéciaux sont en cours.

Justification

Les enfants d'aujourd'hui ne peuvent plus être enseignés en commun, car chaque élève a sa propre vitesse pour apprendre et ses propres intérêts. Chacun doit pouvoir décider lui-même de quoi, où et combien il veut apprendre. Les élèves apprennent en groupes et non plus en classes: apprendre dans des groupes de différents âges.

Origine

L'architecture d'écoles en Californie dans les années 1960: des parois flexibles pour pouvoir installer en peu de temps de grandes salles

d'école pour que chaque élève puisse choisir ses thèmes de cours et son niveau de façon autonome.

Des bureaux en espace ouvert aux USA, maintenant aussi installés dans des entreprises économiques en Suisse.

Critique

- Les élèves ne sont pas encouragés à suivre dans la moyenne de la classe à une vitesse adaptée à leur âge et à leur niveau, avec cela l'écart des capacités et des résultats devient de plus en plus grand.
- Des paysages d'apprentissage favorisent l'isolement, empêchent la formation d'une communauté et l'orientation selon le bien commun manque. Ces dernières sont pourtant les

conditions indispensables pour le citoyen, s'il veut participer de façon constructive à la démocratie directe. Des orientations aux valeurs importantes, nécessaires pour maintenir notre système politique, ne sont pas enseignées. Cela est contre la loi scolaire.

- Protection des données: Le profil de l'élève est mémorisé en ligne et est à tout moment consultable avec photo; cela n'est pas compatible avec le jugement du Tribunal fédéral portant sur *Google*.
- Des paysages d'apprentissage avec 60 places de travail rappellent les bureaux en espace ouvert aux USA, maintenant aussi installés dans les entreprises en Suisse. (Pancarte au-dessus de la porte d'entrée: Parlez à voix basse!)

L'école secondaire mosaïque d'Alterswilen – un autre exemple d'écoles uniques vertes au Bade-Wurtemberg?

Le projet pilote de l'école secondaire mosaïque d'Alterswilen semble avoir servi de modèle au gouvernement vert de *Kretschmann* pour l'école unique [Gemeinschaftsschule] du Bade-Wurtemberg. Au printemps 2010, au Landtag du Bade-Wurtemberg, l'école secondaire mosaïque d'Alterswilen a été présentée avec tous les détails dans le cadre d'une consultation de la fraction *Die Grünen/Bündnis 90* comme la nouvelle étoile dans le ciel vert de la formation (de pro-

venance néolibérale) avec la devise: «A chaque enfant son but de formation! Ainsi va l'école où chaque enfant gagne.»

Au Landtag du Bade-Wurtemberg. Die Grünen/Bündnis 90. Jedem Kind sein Bildungsziel! So geht Schule, in der jedes Kind gewinnt. [A chaque enfant son but de formation! Ainsi va l'école où chaque enfant gagne.] *Documentation de l'audition* du 7/5/12, Landtag du Bade-Wurtemberg.

(Traduction *Horizons et débats*)

L'école «time-out»

hd. L'offre de vente impériale en matière d'école et d'éducation comprend environ trois courants de la conception de l'homme:

- a) L'homme serait un être déterminé par ses pulsions et ne supporterait donc pas de superstructure d'éducation bourgeoise.
- b) L'Esprit du monde selon *Hegel*, variante Etats-Unis, décide sur l'actuelle nécessité économique de l'histoire. Celui qui ne comprend pas cela fait partie d'une antithèse de l'avant-dernier siècle.
- c) Comme, selon *Marx*, l'existence détermine la conscience, il faut appâter chaque élève avec une saucisse – à savoir l'aspira-

tion à la richesse. C'est là qu'il commence à apprendre!

Et l'Empire installe, pour les élèves de l'école maternelle ou de tous les niveaux de formation souffrant de troubles de pulsions assez ou très graves, des écoles «time-out» où ils sont libérés de toute pression d'apprentissage. Si ces attentes de l'Etat national bourgeois disparaissent entièrement, et que l'élève ne fait que dessiner, jouer et rêver tant qu'il veut, il deviendra un individu libéré. Vous ne le croyez pas? Tout cela a déjà été testé dans les écoles maternelles antiautoritaires. Il ne manque que *Dany Cohn-Bendit* en tant qu'accompagnateur ...

Mes 4 demandes fondamentales pédagogiques

Les 4 demandes fondamentales pédagogiques

Ne m'apprends rien

Ne m'explique rien

Ne m'éduque pas

Ne cherche pas à me motiver



Discours de Peter Fratton à l'occasion de l'audition des Verts au Landtag du Bade-Wurtemberg, 20/6/2008 (Traduction *Horizons et débats*)

«Social impact bonds» – Commercialisation et privatisation des compétences de l'Etat

ts. Les USA, depuis longtemps fief du néolibéralisme, de la dérégulation et de la privatisation, avancent d'un cran sur le chemin du «capitalisme casino», tout comme si *Lee-man-Brothers* n'avait jamais existé. Depuis peu, les banques investissent dans les compétences clé de l'Etat et sapent ainsi les droits de souveraineté de l'Etat, garant du bien commun. Il s'agit d'un développement dangereux vers le «corporate citizen» (citoyen corporatif) et la transformation de l'administration publique démocratiquement légitimée en société anonyme. Il est question de «social impact bonds», une nouvelle invention du géant de Wall-Street *Goldman Sachs*.

Mais aussi le concurrent sur la place financière de New York, *Citigroup*, fait la une des journaux aux USA – et tout comme tous les autres banquiers de Wall Street, les gens de *Citigroup* et en particulier leur chef ne se laissent pas abattre et plutôt que de croupir en prison et de subir les conséquences de leurs actes, prétendent aujourd'hui haut et fort avoir toujours voulu briser le pouvoir des banques.

David W. Chen rapporte dans le quotidien «Harald Tribune» (du 3/8/12, *Goldman Sachs buys stake in New York youth*), que la ville de New York sort des sentiers battus quant au financement des devoirs primordiaux de l'Etat: ainsi la ville de New York aurait autorisé la *Bank Goldman Sachs* à investir 10 millions de dollars dans un programme carcéral dont les bénéficiaires seraient garantis s'il parvient à réduire le taux de récidives chez les jeunes détenus. New York serait donc la première ville des USA testant des «social impact bonds» ce qui pourrait être traduit par «emprunts obligataires agissant dans la sphère sociale» ou bien par «emprunt remboursable si réussite». Selon l'auteur il s'agit d'un des nombreux efforts fait dans le but de trouver de nouvelles possibilités de financement d'initiatives aptes à économiser des deniers publics à long terme. Il s'agit d'une idée sortie d'un cerveau britannique et également testée en Australie. Et voilà que l'Etat du Massachusetts annonce être en train de boucler un contrat avec deux organisations d'utilité publique qui devraient financer des projets dans le domaine du régime pénitentiaire pour mineurs et en faveur des SDF, projet dont le remboursement est garanti uniquement sous réserve de succès.

A New York, *Goldman Sachs* accordera un crédit de 9,6 millions de dollars à la prison de *Rikers Island* pour le financement d'un plan de quatre ans. En cas de succès insuffisant la banque pourrait perdre 2,4 millions de dollars. Pourtant pour *Goldman Sachs* le montant de 9,6 millions n'est rien, vu les bénéfices des derniers trois mois de 900 millions de dollars. Cet investissement serait un bon coup de pub pour la banque de Wall Street. Pour le gouvernement *Bloomberg* de New York cela représente la possibilité de financer le service public par des acteurs privés et de mettre en place une rigoureuse évaluation des coûts et des avantages des politiques de l'Etat. Un acteur à caractère social aura la charge de l'élaboration et de la réalisation du projet financé par *Goldman Sachs*. Si l'on parvient à diminuer ainsi le taux de récidives de 10%, le montant total de 9,6 millions sera remboursé à *Goldman Sachs*. Le résultat serait-il encore meilleur, *Goldman* pourra même enregistrer un bénéfice de 2,1 millions de dollars. Si le taux de réduction se situe par contre en dessous de 10%, *Goldman* perdra 2,4 millions. *Bloomberg* souligne que ces «social impact bonds» sont intéressants pour les investisseurs et plus encore pour les citoyens et les contribuables. Selon quelques professeurs de l'Université de Harvard il s'agit du traité gouvernemental le plus intéressant qui ait été signé sur le plan mondial cette année.

Pourtant également des voix critiques se font entendre. Ainsi *Mark Rosenmann*, professeur d'université à Cincinnati, affirme sans vouloir remettre en question le marché en tant que tel: «Si nous encourageons les investisseurs à faire des bénéfices privés au lieu de faire porter au gouvernement ses responsabilités, nous commettons une grosse erreur.»

En revanche l'administration de la ville de New York espère pouvoir appliquer la conception des «social impact bonds» également à d'autres domaines, tels que des projets pour SDF, touchant au domaine de la santé publique: des maisons médicalisées, enfin des écoles spécialisées dans le secteur de l'éducation.

Selon un fonctionnaire des Finances et de l'Administration *Jay Gonzalez* du Massachusetts: «Il nous faut abandonner l'idée de vouloir financer des projets en espérant qu'ils réussissent. L'avantage des «social impact

bonds» est que, si la banque et les entreprises mandatées présentent les résultats attendus, nous payons, sinon, nous ne payons pas.»

Dans les années 30 les banquiers à succès se sont retrouvés en prison – et aujourd'hui?

Jesse Eisinger, journaliste à *ProPublica*, une agence de presse indépendante et sans but lucratif qui s'investit dans un journalisme d'investigation d'intérêt public, nous livre des informations, dans la même édition de l'«International Harlad Tribune», sur les «durs à cuire» de Wall Street et leur culot inouï. Ainsi *Even Sanford Weill*, fondateur de la banque *Citigroup* se prononce du coup pour la destruction de sa création. Il n'est pas seul, de plus en plus de banquiers à succès de Wall Street qui, pendant des années, se sont donné beaucoup de peine à déréguler et à faire fusionner, exigent à présent que les actionnaires détruisent les banques et critiquent vivement le système financier actuel. Ceci maintenant et non pas à l'époque où cela aurait été absolument nécessaire. En outre, selon *Eisinger*, tout Américain frustré sait qu'aucun banquier à succès ne finira en prison ni même ne sera condamné à des amendes. Ils ne sont pas descendus de l'ascenseur social, tout au contraire, ils continuent à être courtisés par les médias et occupent des positions de responsabilité, notamment dans des associations caritatives. «Être riche, fait croire qu'on est intelligent», ainsi conclut de manière ironique le journaliste américain.

M. Weill concevait donc de nouveaux critères pour redorer sa propre image. En effet, le rôle qu'il avait joué dans la création du nouveau système financier, qui a contribué à gonfler l'économie mondiale, est controversé. Ardent défenseur d'un «supermarché financier», il avait fondé *Citigroup*. Le projet échoua. Ce qui n'a pas empêché entre-temps M. Weill de s'enrichir énormément. En 2007, des voix s'élevaient déjà fait entendre pour réduire la dimension de la banque, ce que M. Weill fait maintenant lui aussi. Après 2007, il y a eu la crise financière et le gouvernement s'est vu obligé de soutenir les banques en difficulté. *Citigroup* en fit partie, bien que cette banque ait été impliquée dans différents scandales depuis 2000. Cependant cela ne semble pas avoir porté atteinte à la crédibilité de M. Weill.

Pourtant *Eisinger* fait remarquer que la société américaine n'a pas toujours réagi de cette manière: ainsi à la suite du krach boursier de 1929 et de la grande dépression, plusieurs banquiers à succès se sont retrouvés en prison au lieu d'être nommés conseillers du gouvernement. Le directeur de la bourse de New York, *Richard Whitney*, issu d'une des familles américaines les plus renommées, s'est retrouvé sous les verrous de la prison *Sing Sing*. Et en 1939 *Franklin D. Roosevelt* désigna les opérations bancaires sans scrupules et la spéculation comme «ennemis de la paix». Sous Roosevelt, on envisagea même de nationaliser la bourse. C'est tout le contraire aujourd'hui: il faut célébrer notre destin au moment où ces girouettes de banquiers changent d'orientation, conclut *Eisinger*.

Contre le fascisme financier

Voilà deux voix critiques des USA qui devraient faire réfléchir les gens en Europe: la commercialisation de la vie n'est pas une loi naturelle et n'a pas plus été couronnée de succès au cours de l'histoire. Parce qu'elle obéit au principe hégémonique. S'y oppose le principe coopératif respectant la dignité humaine et ne réduisant jamais l'homme à un objet de spéculation, à une marchandise générant un profit maximum, tout au contraire. La coopérative conduit à une conception de l'Etat qui se distingue totalement de celle induite par la pensée hégémonique. La première implique une construction du bas vers le haut, reposant sur l'égalité de tous les membres, la seconde autoritairement imposée du haut vers le bas, la «féodalisation» et la voie vers le «capitalisme casino» frappant tous les domaines de la vie. Pourtant l'Europe a d'autres traditions sur lesquelles elle peut s'appuyer. La spéculation sur la vie humaine et la «financiarisation» des relations humaines ne connaît pas de limites face à la recherche effrénée du profit ouvrant ainsi la voie à un nouvel avatar du fascisme: le fascisme financier. Voilà pourquoi il est du premier devoir du citoyen de s'y opposer dès ses prémices – et cela d'autant plus que la gangrène est dans un état avancé. •

Sources: David W. Chen. *Goldman Sachs buys stake in New York youth*. In: *Herald Tribune* du 3/8/12. *Jesse Eisinger*. *Bank titans's conversion: It doesn't matter*. In: *International Herald Tribune* du 3/8/12.

«L'école et l'éducation dans ...»

suite de la page 3

On entendit souvent qu'il y avait là-bas des écoles d'élites extrêmement chères ou des écoles étatiques dans un état piteux. Sinon, il restait la possibilité que la mère enseigne elle-même les enfants à la maison («home-schooling»), comme l'on a pu le voir chez des collègues américains du domaine universitaire, vivant dans des conditions de logement des plus modestes.

Et de nouveau on fit un pas dans la mauvaise direction: En 1984, les Etats-Unis sortirent de l'Unesco et s'en désolidarisèrent ainsi encore plus. Parallèlement, ils augmentèrent la pression sur l'OCDE, pour en faire un instrument de leur politique hégémonique particulière.

Dans son analyse, *Langer* précise qu'au milieu des années quatre-vingt-dix, l'OCDE avait complètement repris la barre des mains de l'Unesco. C'est à ce moment-là, que la mission américaine de la transformation de l'école et de l'éducation arriva également en Suisse; on souhaita la bienvenue au cheval de Troie. *Ernst Buschor* ne fut probablement qu'un acteur placé au premier plan. Comment l'ensemble des Etats germanophones a-t-il réagi à cet ordre venant du ciel économique? «La littérature répond: par une reprise irréflectée et rapide de modèles pour des solutions toutes faites, sans débats scientifiques et publics suffisants. [...] En Suisse et en Allemagne, «il y eut de la part de la politique de l'enseignement, sans aucune remise en question critique, une approbation rapide aux résultats communiqués et un actionnisme véhément.»²

Et pourquoi tout cela? C'est la question qui se pose face à une concurrence se développant en une crise économique mondiale. Nos enfants, la jeunesse de nos pays sont-

ils les cobayes de la haute finance internationale? Et cela doit créer des bases «durables» et solides pour l'avenir?

Depuis que les Verts-oranges sont au pouvoir au Bade-Wurtemberg, une nouvelle poussée d'agitation et d'absurdités scolaires a commencé. Un Suisse dénommé *Fratton* y serait déjà «dans les affaires» depuis 18 ans. Actuellement, ce commerçant de marché voyage à travers la Suisse orientale pour tenter de convaincre une commune scolaire après l'autre des produits tirés de sa pochette-surprise. En tant que citoyens d'une commune scolaire, cela vous fâche? Espérons-le! Et rappelez-vous: l'argent n'est pas un problème. La signature de votre commune scolaire suffit (mais il vaut mieux ne pas demander d'où il vient...). Dans le livre de *John Perkins*, intitulé «Les confessions d'un assassin financier», vous pouvez lire comment celui-ci a poussé, avec de telles méthodes, des pays entiers dans le piège du surendettement. •

¹ Cf. *Bieber, Tonia*. «Soft Governance in Education. The PISA Study and the Bologna Process in Switzerland». *TranState Working Paper No. 117*. Bremen, 2010. Un argumentaire à ce sujet est disponible en allemand sur www.zeit-fragen.ch à la rubrique «Dokumentation: Schule und Bildung Schweiz: «Die Vermittlung von Bildung als Bürgerrecht und die Heranbildung verantwortungsbewusster Staatsbürger»». (Une traduction est en préparation.)

² *Langer, Roman*. *Warum haben die PISA gemacht? Ein Bericht über einen emergenten Effekt internationaler politischer Auseinandersetzungen*. S. 61. In: *Langer, Roman* (Hrsg.). «Warum tun die das?» Governanceanalysen zum Steuerungshandeln in der Schulentwicklung. *Educational Governance Band 6*. Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2008. S. 49-72. Darin zitiert: *Becker, Rolf*. Lassen sich aus den Ergebnissen von PISA Reformperspektiven für die Bildungssysteme ableiten? In: *Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften*, Jg. 29, H. 1, S. 13-31. Zit. nach *Langer*, S. 61.

Comment nos enfants deviennent-ils des citoyens dans une démocratie directe?

mw. «Lorsqu'on demande à un jeune: «Qu'est-ce que tu veux devenir quand tu seras grand?», on reçoit la réponse spontanée: «Je veux devenir mécanicien ou banquier ou pilote [...]; par contre la réponse suivante est improbable: «Je veux devenir citoyen!» [...]»¹

«L'idée d'un livre au sujet de «être citoyen» pour la jeunesse de notre pays est née dans la deuxième moitié des années 90 lorsque j'ai discuté la question avec les directeurs d'alors de l'école primaire et du cycle d'orientation. En partie, j'ai réalisé cette idée en 1996 avec la publication d'«Il mio Comune» (Ma commune) – la première rencontre avec le fait d'être citoyen – pour des élèves de troisième, quatrième et cinquième de l'école primaire. [...]

Aujourd'hui, je reprends sans barguigner beaucoup d'idées reléguées en 1996 et je publie un livre pour les classes supérieures avec une attention particulière aux jeunes de 18 ans.»²

«Il mio Comune» est une méthode pour le premier cycle qui veut frayer le chemin aux enfants pour être citoyen. En faisant connaissance des petites et des grandes caractéristiques de leur commune, les enfants vont créer et développer des liens étroits avec leur commune. Dans cinq unités de cours, les enfants vont d'abord être instruits à faire connaissance de leur église – qui est différente dans chaque village – en tant que caractéristique particulière et centre du village. Ils apprennent que le nom de la localité et les armoiries de leur commune ont un rapport avec son histoire et à son emplacement géographique. Ainsi on construit la base de l'éducation civique, condition indispen-

sable pour une participation active du futur adulte à la démocratie directe. *Eros Ratti* a rédigé sa plaquette en sachant que le sentiment pour les tâches communes en démocratie directe – dans la commune, dans le canton ou dans la Confédération – doit être construit déjà à l'école primaire. •

¹ Préface du livre d'*Eros Ratti* «Voglio fare il cittadino», de *Carlo Clementi* et *Aurelio Sargenti*, formateurs d'instruction civique au Liceo cantonale de Lugano 2

² Extrait de l'introduction de «Voglio fare il cittadino» d'*Eros Ratti*, mai 2009



«Pourquoi l'Union européenne doit renoncer à vouloir se hisser au rang de puissance mondiale et suivre l'exemple suisse»

Une contribution au débat de Peter Gauweiler

km. Sous le titre «Quelle Europe voulons-nous?», la «Frankfurter Allgemeine Zeitung» publie depuis le 7 juillet, dans son feuilleton, des textes assez complets de personnalités allemandes, venant de la politique, du droit, de la philosophie et d'autres domaines. Par ces contributions, on tente de comprendre la situation actuelle de l'Union européenne et de soumettre des propositions dans le but d'offrir des perspectives aux difficultés apparues.

Parmi les auteurs de ces contributions, il y en a qui approuvent de céder plus ou moins tout le pouvoir politique en Europe aux institutions de l'Union européenne, mais d'autres se montrent très critiques quant au chemin parcouru au cours des 60 dernières années. Parmi ces derniers se trouve Peter Gauweiler, député de la CSU au Bundestag et avocat à Munich. Sa contribution, parue le 2 août, est intitulée «Tout est vantardise, sans cœur, vide» et comporte un long sous-titre: «Le thème central du débat doit se porter sur la déposition du souverain démocratique: pourquoi l'Union européenne doit renoncer à vouloir se hisser au rang de puissance mondiale et suivre l'exemple du modèle suisse.» Le titre et le sous-titre résument, à eux seuls, les thèmes traités dans la contribution.

Le Reich allemand de Bismarck et l'Union européenne actuelle

Le titre est repris d'une expression d'Otto de Wittelsbach. Ce dernier était le frère du roi bavarois Louis II et représentant de la Bavière lors de la proclamation de l'Empereur allemand dans la galerie des Glaces à Versailles le 18 janvier 1871. Otto ne s'était pas senti à l'aise à Versailles et Peter Gauweiler se réfère à ce malaise ressenti par la Bavière envers la création du Reich par les Prussiens. Il compare le développement et l'état de la politique actuelle de l'UE avec celle d'Otto von Bismarck, alors le Premier ministre de la Prusse et premier chancelier du Reich, qui voulut fonder un empire allemand sous la férule de la Prusse, puis, à l'aide de celui-ci, dominer l'Europe et se placer comme puissance mondiale.

A cette époque, la Bavière perdit son indépendance et passa de «la condition d'un Etat libre à celle de «part royale bavaroise de l'empire». Par la suite, on construisit dans toute la Bavière des tours en l'honneur de Bismarck, en déférence envers le créateur de l'empire – mais aussi une sorte de geste de soumission envers cette nouvelle forme du chapeau de Gessler.

Gauweiler cite l'auteur et historien de renom, Sebastian Haffner, qui a décrit la

Prusse comme une entité étatique ne possédant «aucune identité nationale, ethnique ou religieuse [...], se laissant trimpler comme une tente qui peut être mise à disposition de divers tribus, voire peuples». Tout comme l'Union européenne, selon Gauweiler. Les perdants furent les pays du nouvel Empire. Et Gauweiler de tirer une nouvelle parallèle: «Aujourd'hui, ce sont les Länder allemands qui sont les «perdants de l'Union européenne». Berlin et Bruxelles ont construit d'innombrables tours de Bismarck dans les domaines politiques, qui furent ceux des Länder, soit la politique intérieure, la sécurité publique, l'enseignement, la culture, les médias, les services de prévoyance.»

«Quand de nouveaux empires se développent, il en va toujours de la guerre et de la paix»

Quel prix devra-t-on encore payer? Gauweiler déclare: «Quand de nouveaux empires se développent, il en va toujours de la guerre et de la paix.» Bismarck avait déclenché trois guerres pour assurer la domination de la Prusse en Allemagne et en Europe. Dans les monuments à la gloire de Bismarck, Gauweiler voit l'avertissement pour la Première et la Seconde Guerre mondiale. Il cite encore le député régional bavarois Krätzer lors du débat concernant l'entrée de la Bavière dans le nouvel Empire allemand. Ce dernier était opposé à la participation de la Bavière à l'Empire, voyant poindre la formation d'un empire dans lequel «toute vie parlementaire, toute liberté seraient annulées» et Krätzer de se demander «où va-t-on avec la formation d'un tel Etat? A la base, il y a la volonté de dominer l'Europe et la mobilisation de toutes les énergies mènera prochainement aussi à la guerre.» Sur quelle voie l'Union européenne s'engage-t-elle?

A l'époque, la grande majorité du Parlement n'écoula pas le député Krätzer – selon Gauweiler c'est à mettre en parallèle avec le refus d'écouter des voies critiques lors des débats actuels sur l'UE au Bundestag.

On n'écoute pas le peuple

A l'époque, le nouvel Empire allemand n'était pas non plus à l'écoute du peuple. On parlait le «bon allemand», prétendait être instruit et se moquait de personnages comme le roi de Bavière, Louis II. Parce que ce dernier ne cherchait pas à accroître son pouvoir au prix du malheur de ses sujets. Un médecin eut même le front de diagnostiquer une paranoïa. Selon Gauweiler: «Ne pas vouloir dominer un

autre pays est, selon lui et ses confrères, un signe de démence.»

L'alternative selon De Gaulle: «Renoncer à vouloir dominer les autres»

Malgré tout, des hommes politiques de renom, dans l'après-guerre, tel le président français Charles de Gaulle, qui va servir de référence à Gauweiler par la suite, ont suivi les traces du roi Louis et non pas celles de l'ancien empire. Les citations de De Gaulle, reprises par Gauweiler, sont remarquables. Il s'exprima sur «le caractère insensé de ces combats» dans le but de dominer d'autres Etats et d'autres peuples. Il prônait de «renoncer à vouloir dominer les autres» et mettait en garde contre «la volonté de faire de l'Europe une patrie artificielle», mais aussi contre «le caractère ambigu de l'institution européenne», notamment de ses organes. Il caractérisait la tentative de fusion des économies et des politiques en Europe comme une «illusion de l'école supranationale». Son objectif pour l'Europe était d'obtenir «une concertation mutuelle face aux événements internationaux», c'était une «Europe des patries».

La voie de l'UE: «Saper la liberté et la démocratie»

Puis Gauweiler revient à l'UE actuelle: «Les élites de l'Union européenne se prennent aujourd'hui pour des dirigeants à portée mondiale. [...] Cela aussi rappelle l'arrogance des élites de 1871. Comme le «statut de puissance mondiale» de celles d'aujourd'hui repose pour une bonne part sur l'euro, ils sont considérés comme un élément de souci pour l'économie mondiale. [...] Il n'est pas encore possible de tirer un bilan du mal causé aux économies des pays soumis par ce monde d'experts. On comprend de mieux en mieux qu'il ne s'agit pas uniquement de monnaie, [...] mais bien de la volonté de saper la liberté et la démocratie.»

On en arrive ainsi à la partie centrale de son article, comme cela ressort du sous-titre. «La déposition du souverain démocratique doit devenir un thème central pour les peuples européens dans les débats concernant l'avenir des institutions bruxelloises. Non pas dans le but de bloquer toute réflexion, mais comme condition de toute solidarité politique, quelle que soit le domaine visé.»

Qui s'y oppose? Selon Gauweiler il s'agit d'une coalition des esprits les plus négatifs de gauche et de droite: Marx et Lénine d'une part, Goldman Sachs d'autre part.

«S'abstenir de toute politique hégémonique est une chance prometteuse»

Que faire? Gauweiler s'en reporte à nouveau à Sebastian Haffner qui avait fait comprendre aux Allemands «que de s'abstenir de toute politique hégémonique est une chance prometteuse». Pourquoi ne pas renoncer à cette concurrence désastreuse des Etats? Haffner avait écrit: «Cette Europe enviable qui ne souffre pas de la faim et n'a pas besoin de porter son rêve dans les étoiles.» L'Europe pourrait devenir «la Suisse du monde» et contribuer à résoudre les problèmes de l'humanité en développant «un équilibre entre la technique et l'humanité».

Et Gauweiler de rajouter: «L'Europe – la Suisse du monde? Une telle proposition dissoudrait immédiatement le caractère méga-politique et antipathique de l'Union européenne. Il en irait de même avec l'idée d'une Europe confédérale. Bruxelles pourrait apprendre de Berne à soigner sa pluralité des langues. De même en ce qui concerne le respect de l'autonomie des cantons et des fonctions civiques. Mais surtout le respect absolu de la volonté populaire et de l'équilibre entre les liens avec le monde et l'autarcie locale. Et qu'il ne s'agit pas de l'étendue de son territoire, mais de ce qu'on en fait.»

La Bavière, va-t-elle suivre sa propre voie?

La Suisse fut, après la Seconde Guerre mondiale, un exemple de démocratie directe pour la Bavière. Un autre Bavarois, le professeur Hans Maier, ancien ministre bavarois pour l'instruction et la culture, l'a rappelé dernièrement dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 25 juillet: les succès politiques et économiques de la Bavière sont dus entre autre à ses droits populaires. «D'ailleurs, la Bavière doit ces éléments plébiscitaires à deux admirateurs de la démocratie suisse qui l'ont connue lors de leur exil pendant la période nazie: Wilhelm Hoegner et Hans Nawiasky. Cela prouve que les nouvelles démocraties peuvent apprendre des anciennes.»

Gauweiler ne croit pas trop que l'UE soit prochainement capable d'apprendre de l'histoire. De ce fait, il termine en recommandant un livre d'un autre Bavarois, Wilfried Scharnagel, lui aussi membre du parti CSU et pendant de longues années rédacteur en chef du journal du parti «Bayernkurier». Le titre de ce livre: «La Bavière peut s'en sortir seule: un plaidoyer pour un Etat indépendant.»

Les élèves des Länder de l'Est ont plus de connaissances en histoire contemporaine

par Heike Schmoll

Les élèves des Länder de l'Est ont davantage de connaissances en histoire que les élèves ouest-allemands. Les résultats d'une nouvelle étude de longue durée se sont avérés particulièrement mauvais en Rhénanie du Nord-Westphalie.

En moyenne, les élèves des nouveaux Länder ont plus de connaissances historiques que ceux des anciens. Cela a montré une étude de longue durée du réseau de recherche sur l'Etat SED de l'Université libre de Berlin. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie a obtenu les résultats les plus mauvais dans cette enquête. En juin déjà, les scientifiques avaient présenté les résultats globaux de leur étude. Maintenant, les analyses détaillées sont disponibles pour les Länder Bade-Wurtemberg, Bavière, Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Saxe-Anhalt et Thuringe.

En Thuringe, les élèves sont supérieurs à la moyenne concernant leur savoir en histoire contemporaine de l'Allemagne, en plus, ils atteignent une augmentation significative du savoir dans les cours d'histoire. Avec un plus de 11,5% de réponses correctes, les élèves apprennent ici presque le double qu'en Rhénanie-du-Nord-Westphalie (plus 5,9%). A l'exception de la RDA, dont les élèves ont, malgré l'enseignement scolaire, une image trop positive, les élèves de Thuringe sont parvenus à un jugement raisonnable quant aux systèmes politiques de l'histoire contemporaine.

Des choses aberrantes concernant le national-socialisme

Les connaissances en histoire contemporaine des élèves en Saxe-Anhalt sont les meilleures. En outre, les jeunes de cette région ont pu élargir nettement leurs connaissances pendant la période de l'enquête et cela grâce à l'enseignement scolaire. Cependant, ils ne sont souvent pas parvenus à appliquer leur préférence pour les démocraties libérales à la réalité. Ainsi, 25% des élèves interrogés estiment que la politique d'Adolf Hitler aurait été juste sans Seconde Guerre mondiale et sans extermination des Juifs.

Les connaissances historiques ne sont pas seulement les plus faibles en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les élèves y bénéficient également le moins de l'enseignement scolaire. Ces lacunes de connaissances ont des conséquences: le pourcentage d'élèves qui jugent le national-socialisme de manière positive est le plus élevé de tous les pays participants. Cependant, les élèves bavarois ont souvent des difficultés à reconnaître la continuité politique et institutionnelle de la République fédérale avant et après la réunification. Ainsi, 60% parmi eux croyaient qu'on ne pouvait pas se défendre par des moyens juridiques contre l'arbitraire de l'Etat dans la République fédérale avant la réunification. Il n'y avait que 20% qui le croyaient de l'Allemagne réunifiée.

Les résultats bavarois sans lycées

Dans l'ensemble, les élèves bavarois ont profité de leurs cours d'histoire, de sorte que leur connaissance en comparaison avec les autres s'avère être légèrement supérieure. Compte tenu du fait que, contrairement à d'autres Länder, aucun lycéen n'y a pu être interrogé, c'est un résultat réjouissant, selon l'étude.

Les connaissances historiques des élèves en Bade-Wurtemberg ne sont que moyennes. Toutefois, on y réussit mieux à enseigner aux jeunes une prise de conscience des dif-

férences entre la démocratie et la dictature que dans d'autres Länder. Une cause possible réside dans les programmes scolaires de Bade-Wurtemberg qui offrent une excellente base pour une «instruction basée sur des valeurs éthiques» en se référant à des valeurs démocratiques libérales.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung du 7/8/12, © Tous droits réservés Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à disposition par: Frankfurter Allgemeine Archiv. (Traduction Horizons et débats)

Retour aux ducs et aux comtes? Un exemple de l'inter-régionalisme

rg. Dans des sondages largement publiés, les Genevois ont été invités à décider du nom de la grande région genevoise. Le terme «Grand Genève» a gagné, mais les gens s'étonnent: Qu'est-ce que c'est que ça? Les Vaudois ne voudront de toute façon jamais fusionner avec nous.

Mais de cette façon le virus antidémocratique s'implante dans les cerveaux des gens, et on s'y habitue: La grande région de Genève avec sa capitale le fait trois fois de manière différente: deux fois du côté français: «l'Aire métropolitaine lyonnaise» et «le Sillon alpin» avec l'axe Valence-Genève; et une fois du côté helvétique avec Lausanne sous forme de «Métropole lémanique». Ainsi ces deux villes suisses sont habilement,

et sans que les habitants le réalisent, rattachées au système européen de la «Coopération métropolitaine» de France. («Pour une maîtrise foncière dans les territoires de Rhône-Alpes en métropolisation», Région Rhône-Alpes, Conseil économique et social régional, 24 novembre 2009; Gouvernance à géométrie variable. Perspective lémanique, Xavier Comtesse, éd. Avenir Suisse, 2012)

Reste à mentionner, que l'idée française correspond exactement à la conception vieille de presque 500 ans d'une Grande Savoie. Genève y aurait représenté la capitale nord des ducs et comtes savoyards. A l'époque, Genève sut s'opposer à cette récupération, car elle voulait rester indépendante.

L'Allemagne est-elle L'organe judiciaire principal des Nations Unies, Allemagne de Merkel, quo vadis ?

hd. Concernant les Américains, le monde s'est déjà habitué au fait qu'ils sont capables d'appâter d'une main et de frapper de l'autre. Le fait que depuis peu l'Allemagne se fait aussi «conseiller» dans ce sens-là est plutôt nouveau. Si aujourd'hui déjà deux Länder, pratiquent leur propre «politique extérieure» à l'encontre de la Suisse et peuvent se fier des négociations du Gouvernement fédéral allemand entamées parallèlement, «il y a quelque chose de pourri dans l'empire du Danemark». Et si le journal télévisé allemand «Tagesthemen» (du 9 août à 22h15) suivent le cœur et croient pouvoir «faire la leçon» à la population suisse, c'est mal évaluer la situation.

Déclarer la voie étrange du ministre des Finances de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie Norbert Walter-Borjans comme étant «opportuniste» est certainement trop simple, puisqu'il fait partie de la cavalerie de Steinbrück. «Walter-Borjans est un pro de la scène politique. Dans les années quatre-vingt-dix, ce père de quatre enfants a été pendant un certain temps le porte-parole du gouvernement de Johannes Rau. Puis il a occupé le poste de secrétaire d'Etat à l'Economie et au Travail dans la coalition gouvernementale rouge-vert dirigée par Peer Steinbrück. Qu'on se souvienne, c'était Steinbrück qui, en tant que ministre des Finances, a plus tard voulu envoyer

sa fameuse cavalerie dans le paradis fiscal suisse.» («Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 11 août)

L'Allemagne de Merkel n'est pas une personnalité schizophrène: La main gauche sait ce que fait la main droite – et la tête sait ce que font les deux. Celui qui revendique la place de pays dirigeant au sein d'une Europe secourue par la crise doit se conduire en Etat de droit. Sinon c'est la CIJ à La Haye qui devra tirer les choses au clair.

(Les quatre lettres de ces 2 pages sont traduites de l'allemand par Horizons et débats.)

Lettre ouverte

Madame la conseillère nationale Doris Fiala
Stockerhof Dreikönigstrasse 31
8002 Zurich
Suisse

René Schneider
Seminare Breul 16
48143 Münster
Allemagne

le 19 juillet 2012 – Az. 25386

LETTRE OUVERTE

au sujet de la plainte d'Etat «Suisse vs. Allemagne» devant la Cour internationale de Justice (CIJ) à La Haye

Madame la Conseillère nationale,

J'ai l'honneur de vous informer de la chose suivante:

Déjà en 2010, lorsque la Suisse a été pour la première fois victime d'un pacte criminel entre des voleurs de données criminelles et les gouvernements pas moins criminels de la République fédérale d'Allemagne et du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, vous avez déposé une interpellation au Parlement suisse et avez suggéré de porter plainte contre l'Allemagne devant la Cour internationale de Justice (CIJ) des Nations Unies à La Haye:

«Le Conseil fédéral est-il prêt à porter plainte, dans les trois mois, contre l'Allemagne devant la Cour internationale de Justice (CIJ) pour l'acquisition et l'exploitation

de données bancaires volées en Suisse? Est-il prêt à s'engager clairement pour que les contentieux entre les Etats continuent, au XXI^e siècle, d'être réglés par le droit international et non par le droit du plus fort?»

URL: www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20103023

En Allemagne, l'avocat et notaire de Dortmund, M^e Gerd Niebaum et moi, avons soutenu [en février 2010] votre démarche en faveur d'un jugement obligatoire et impartial de la CIJ parce que les gens honnêtes et honorables en Allemagne, qui abhorrent la coopération des Gouvernements allemands au niveau fédéral et des Länder avec des criminels étrangers comme étant un comportement étatique et gouvernemental criminel violant le droit international, ont le droit d'exiger que l'Allemagne ne soit pas un Etat de droit uniquement sur le papier. Veuillez bien prendre acte de ma plainte contre Angela Merkel et Wolfgang Schäuble au Ministère public de la Confédération à Berne [...]

URL: http://seniora.org/index.php?option=com_content&task=view&id=461&Itemid=87
URL: www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=2020

et de mes autres plaintes contre des hommes politiques et des ministres allemands déposées à Berlin et à Dusseldorf.

URL: www.20min.ch/finance/dossier/bankgeheimnis/story/Merkel-hat-Anzeige-am-Hals-28952797
URL: www.muenster-seminare.de/Sonntag-180710.pdf
URL: www.muenster-seminare.de/24656.pdf

René Schneider · Fortbildung für Fachanwälte · Breul 16 · 48143 Münster
Telefon (02 51) 3 99 71 61 · Telefax (02 51) 3 99 71 62

Lettre ouverte – 2^e partie

Madame la conseillère nationale Doris Fiala
Stockerhof Dreikönigstrasse 31
8002 Zurich
Suisse

René Schneider
Seminare Breul 16
48143 Münster
Allemagne

26 juillet 2012 – Az. 25401

LETTRE OUVERTE – 2^e partie

De nouvelles raisons pour une plainte de la Suisse contre l'Allemagne devant la Cour internationale de Justice (CIJ) à La Haye

Madame la Conseillère nationale,

Permettez-moi de renouer avec ma «Lettre ouverte» du 19 juillet 2012 – Az. 25386 et de vous présenter quelques réflexions toutes nouvelles au sujet de la Plainte de la Suisse contre l'Allemagne:

A.

En mars 2010, le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (RNW) a acheté un CD contenant des données obtenues frauduleusement concernant des clients de la banque suisse «Crédit Suisse». A cette époque-là – de juin 2005 à juin 2010 – la RNW était gouvernée par une coalition CDU/FDP sous le ministre-président Rüttgers (CDU) et le ministre des Finances, Linssen (CDU).

En octobre 2010, la RNW a acheté de nouvelles données obtenues frauduleusement concernant la banque suisse «Julius Bär». A cette époque-là, il y avait au Gouvernement déjà une minorité rouge-vert sous le ministre-président Kraft (SPD) et le ministre des Finances Walter-Borjans (SPD).

En même temps, la République fédérale était gouvernée (depuis le 28 octobre 2009) par la Chancelière Merkel (CDU) avec une coalition CDU/FDP.

Auparavant (du 22 novembre 2005 au 28 octobre 2009), quand les premières données avaient été obtenues frauduleusement au Liechtenstein, c'est toujours Mme Merkel qui gouvernait à Berlin avec une coalition CDU/SPD. Peer Steinbrück (SPD) était à l'époque ministre des Finances. Le ministre des Finances actuel, Wolfgang Schäuble (CDU) était alors ministre des Affaires intérieures.

Cette vue d'ensemble nous montre deux choses. Premièrement: il existe, au-delà de toutes frontières partisanses, la conviction commune que les données obtenues frauduleusement à l'étranger, peuvent être achetées par la République fédérale allemande ou l'un de ses Länder, aussi longtemps que les partis mentionnés (CDU, FDP, SPD et les Verts) pactisent entre eux. Deuxièmement: cette entente commune s'est terminée aussitôt que les intérêts partisans des gouvernements de Berlin et de Dusseldorf n'étaient plus les mêmes. Nota bene: il semble que Mme Kraft pourrait être tentée de se poser en candidate SPD pour l'office suprême, lors de la campagne pour les prochaines élections au Bundestag et de prendre ainsi la relève de Mme Merkel.

B.

Dans une interview, accordée à la «Bild-Zeitung» du 23 juillet 2012, M. Schäuble a répondu à la question «Pourquoi êtes-vous, en tant que ministre des Finances, avec autant de véhémence contre le fait que la RNW achète les données des fraudeurs du fisc

allemands?» de la manière suivante: «Il est hypocrite quand un ministre des Finances socialiste [...] collabore sur une grande échelle avec des criminels.»

Source: www.bild.de/politik/inland/wolfgang-schaeuble/warum-muessen-wir-fuer-spaniens-bankenblechen-25284794.bild.html

En 2008, alors que Heinrich Kieber était voleur de données au Liechtenstein et Peer Steinbrück ministre des Finances à Berlin, M. Schäuble s'est pourtant exprimé tout différemment, et a défendu l'achat des données au-delà des frontières entre les partis comme «étant juridiquement acceptable et matériellement nécessaire» («Financial Times Deutschland» du 18 février 2008). Aujourd'hui, il caractérise ce genre d'acquisition comme étant une collaboration avec des «criminels»!

Quel apprentissage peut-on tirer de ces faits? La politique quotidienne est une sale affaire et ce qui était pour M. Schäuble en 2008 et en 2010 «juridiquement acceptable et matériellement nécessaire» correspond en 2012 déjà, à une collaboration avec des «criminels»! M. Schäuble a-t-il déjà oublié qu'il a lui-même collaboré, des années durant, avec ces criminels?

C.

Conclusion: La question de savoir jusqu'où il est permis à un Etat de droit d'aller au niveau constitutionnel et du droit international est beaucoup trop importante pour la laisser aux coalitions partisanses changeantes ou aux volontés politiques éphémères des gouvernements.

Les questions d'une pareille importance, qui concernent les rapports de bon voisinage d'Etats souverains, doivent être réglées ou résolues avec des moyens pacifiques, comme cela correspond au droit international.

Un tel règlement pourrait être un accord international; mais il est déjà perceptible que le règlement prévu, susceptible de venir à bout des différends en matière de fiscalité entre la Suisse et l'Allemagne, n'apportera pas la paix juridique. Par conséquent, il faut recourir, pour résoudre ce différend juridique, à l'organe suprême de juridiction des Nations Unies, c'est-à-dire à la Cour internationale de Justice de La Haye – un tribunal prévu et compétent précisément pour de tels cas au sein de la Communauté internationale.

Jusqu'à présent, il a été porté plainte contre la Suisse deux fois auprès de la CIJ (en 2006, par Dominica suite à une enfreinte présumée contre la Convention sur le droit des diplomates et, en 2009, par la Belgique à cause d'une enfreinte présumée contre la Convention de Lugano). Dans les deux cas, la Suisse est sortie vainqueur de ces litiges! Ce n'est qu'une seule fois que la Suisse a porté plainte auprès de la CIJ. C'était en 1957 contre les Etats-Unis dans le cas «Interhandel». La plainte de la Suisse contre les Etats-Unis concernait des fonds considérables de l'entreprise bâloise «Interhandel» et elle échoua, de manière surprenante, suite à une objection malhonnête des Etats-Unis.

Interhandel Case, Judgment of March 21st, 1959: ICJ Reports 1959, p. 6 (pp. 24–28)

Le jugement de la CIJ concernant le cas «Interhandel» se fit à dix voix de juges contre cinq, les prises de positions dissidentes se trouvent dans l'annexe du jugement. (cf. endroit cité, pp. 28–30)

Il n'y a donc pas de doute sensé que le «litige fiscal» entre la Suisse et l'Allemagne ne peut trouver son terme, en due et propre forme, ni par la politique ni par la diplomatie ou un accord, mais uniquement par un jugement de la CIJ. J'espère que la Suisse choisira cette voie-là.

Veuillez agréer, Madame la Conseillère nationale, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

René Schneider

René Schneider · Fortbildung für Fachanwälte · Breul 16 · 48143 Münster
Telefon (02 51) 3 99 71 61 · Telefax (02 51) 3 99 71 62

encore un Etat de droit?

la Cour internationale de Justice (CIJ), doit trancher

Lettre ouverte – 3^e partie

Madame la conseillère nationale Doris Fiala
Stockerhof Dreikönigstrasse 31
8002 Zurich
Suisse

René Schneider
Seminare Breul 16
48143 Münster
Allemagne
8 août 2012 – Az. 25433

LETTRE OUVERTE – 3^e partie

«Vous parlerez pour le vent!» (1 Corinthiens, 14-9)

Madame la Conseillère nationale,

Une semaine après votre fête nationale, vous séjournez en vacances bien méritées auprès de votre famille. Aujourd'hui, les médias annoncent de nouveau l'achat par le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW) de données bancaires obtenues frauduleusement. Le 31 juillet 2012, à Hittnau et Hinwil, vous avez inauguré les célébrations du 1^{er} août par un discours divertissant et pressant. Vous avez fait une plaidoirie pour une Suisse fière, mais malgré cela ouverte, qui regarde positivement vers l'avenir. «Je suis une patriote déclarée» avez-vous dit, et: «nous pouvons être fiers de notre pays, la Suisse doit nous procurer de la joie – mais toujours dans un esprit ouvert au monde.» Plus loin vous avez souligné que la Suisse n'a pas besoin de politiciens arrogants, mais pas non plus de froussards, qu'il fallait avoir le courage de dire stop quand la constitutionnalité et la Suisse en tant que pays ne sont pas acceptées. En accord avec la haute température qui régnait au matin du 1^{er} août sous le chapiteau au bord du Greifensee, vous avez tenu un discours de fête nationale enflammé, mais divertissant. Le «Sonntags-Blick» du 5 août a résumé votre opinion comme suit:

«Doris Fiala ne mâche pas ses mots. Il y a trois semaines, elle a saisi son arme rhétorique à deux mains et prié le Conseil fédéral de traîner l'Allemagne en justice à cause de l'achat des données bancaires volées. Mercredi passé, à quatre reprises, dans ses discours de fête du 1^{er} août, elle a brandi un gourdin verbal à peine plus petit, cette fois en direction du peuple. Sans égard pour des pertes, avec un sourire resplendissant, la conseillère nationale PLR de la Ville de Zurich a fait appel à la conscience de ses auditeurs en fête. [...]

Le peuple patriote entend rarement autant de critiques ni ne se fait sonner les cloches le 1^{er} août. Pourquoi, Madame Fiala, vous attaquez-vous pareillement et impitoyablement au peuple? «L'heure de se tenir par la main est terminée. Je veux vous réveiller pour que vous donniez une réponse négative à la Suisse «grincheuse!» [...]

«Nous devons faire front aux politiciens allemands de façon nettement plus dure» exige-t-elle. «Je nous souhaite d'avoir le courage de ne pas continuellement négocier à partir de compromis de pacotille. Nous devons défendre nos intérêts internationaux avec persévérance.»

Puis suit une comparaison peu flatteuse, cette fois à l'adresse de la Suisse officielle. Elle laisse deviner que le pays est gouverné par des froussards. «Dans la querelle des impôts, nous sommes tétanisés comme le lapin devant le serpent, au lieu de nous défendre. Il est temps de montrer un peu plus de courage civique et moins de fausse modestie», s'énerve la conseillère nationale.

URL: www.muenster-seminare.de/25433.pdf

Vos paroles sont-elles des paroles en l'air?

Il y a deux ans déjà, après le premier achat scandaleux de données bancaires, vous disiez que c'était indigne d'un Etat de droit. Vous avez alors déposé une intervention devant l'Assemblée fédérale, dont le but était le dépôt d'une plainte suisse devant la Cour internationale de Justice (CIJ). Pratiquement tous les bourgeois, PLR, UDC et les représentants des partis du centre, l'ont signée. «Il s'agit de faire élucider, par une instance indépendante, ce qui est légal et ce qui est indigne d'un Etat de droit. Si à présent l'Allemagne tolère des achats de données, elle ne sait plus ce que signifie la constitutionnalité», disiez-vous dans la «Basler Zeitung» du 15 juillet 2012 sous la devise: «L'heure de se tenir par la main est terminée», et la «SonntagsZeitung» du 22 juillet ajouta en titre votre constatation: «La Suisse est traitée avec irrespect».

Vous faites la différence – d'une façon méritoire – entre «les Allemands» et «la politique allemande».

Permettez-moi s'il vous plaît, chère Madame Fiala, qu'en raison de la proximité temporelle de la fête nationale de la Confédération helvétique, je vous pose de façon extrêmement polie deux questions générales: pourquoi la Suisse ne forme-t-elle pas un front uni contre les attaques criminelles contre sa souveraineté? La devise «Unus pro omnibus, omnes pro uno» ne vaut-elle plus rien en Suisse?

Dans la «Bild-Zeitung» du 23 juillet 2012, le ministre fédéral allemand Wolfgang Schäuble a répondu à la question: «Pourquoi êtes-vous, en tant que ministre des Finances, avec autant de véhémence contre le fait que la Rhénanie du Nord-Westphalie achète les données de fraudeurs du fisc allemands?» que c'était «hypocrite, quand un ministre des Finances socialiste [...] collabore sur une grande échelle avec des criminels».

En 2008, quand Heinrich Kieber était voleur de données au Liechtenstein et que Peer Steinbrück était ministre des Finances à Berlin, Monsieur Schäuble tenait un tout autre discours et défendait, par-delà les limites des partis, les achats de données. Il disait: «c'est en ordre sur le plan juridique et objectivement nécessaire»; aujourd'hui il appelle la même activité commerciale une collaboration avec des «criminels»!

Des criminels doivent être déferés en justice, puis enfermés!

Des Etats criminels qui agissent en violation du droit international public doivent être déferés à la Cour internationale de Justice (CIJ). Il est vrai qu'ils n'y risquent pas un emprisonnement, mais d'être condamnés à cesser de violer le droit international public et le cas échéant à réparer le dommage financier causé.

Je souhaite cela en tant qu'Allemand qui condamne de la façon la plus sévère la politique des gouvernants de l'Etat, de Merkel, Steinbrück et Schäuble jusqu'au gouvernement de la Rhénanie du Nord-Westphalie. C'est ce que je souhaite à mes voisins de la Suisse souveraine à laquelle vous indiquez inlassablement, chère Madame Fiala, depuis plus de deux ans, la voie à suivre vers la CIJ.

Je vous remercie de tout cœur de vos efforts fondés sur le droit, qui ne nous séparent pas, mais au contraire nous unissent.

Veuillez agréer, Madame la Conseillère nationale, mes salutations respectueuses.

René Schneider

URL: http://seniora.org/index.php?option=com_content&task=view&id=461&Itemid=87

URL: www.horizons-et-debats.ch/index.php?id=2020

Je me permets de vous rappeler mes autres plaintes contre des hommes politiques et des ministres allemands déposées à Berlin et à Dusseldorf.

URL: www.20min.ch/finance/dossier/bankgeheimnis/story/Merkel-hat-Anzeige-am-Hals-28952797

URL: www.muenster-seminare.de/Sonntag-180710.pdf

URL: www.muenster-seminare.de/24656.pdf

René Schneider · Fortbildung für Fachanwälte · Breul 16 · 48143 Münster

Telefon (02 51) 3 99 71 61 · Telefax (02 51) 3 99 71 62

DUPLICATA:

Communiqué de presse

DU GOUVERNEMENT FEDERAL

Vendredi, le 10 août 2012

L'Etat de droit au lieu de recel de données

«La politique fiscale qui mise sur le recel de données, ne peut pas garantir une équité fiscale.» Le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère fédéral des Finances, Steffen Kampeter, appelle les choses par leur nom. Le Gouvernement fédéral mise sur l'Etat de droit. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, qui a de nouveau acheté des données de présumés fraudeurs fiscaux, a agi en initiative individuelle. [...]

URL: www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2012/08/2012-08-10-steuerabkommen-schweiz.html

Une remarque de René Schneider:

«Qui vole un œuf vole un bœuf!»

Le marchandage autour des données bancaires volées (Liechtenstein 2008, Suisse 2010 et 2012) démasque les coupables et les complices comme des opportunistes de politique quotidienne et des menteurs notoires.

En 2008, Angela Merkel (CDU) était chancelière, Peer Steinbrück (SPD) son ministre des Finances et Wolfgang Schäuble (CDU) son ministre de l'Intérieur. Monsieur Schäuble a défendu l'achat auprès du voleur de données Heinrich Kieber, au-delà des frontières des partis, comme «juridiquement en ordre et objectivement indispensable» (FDT du 18/2/08); aujourd'hui il désigne le même commerce du Gouvernement rouge-vert de la RNW comme une collaboration avec des «criminels»!

En 2009, Angela Merkel a été réélue dans sa fonction, Wolfgang Schäuble devint son nouveau ministre des Finances. Dans la «Bild-Zeitung» du 23 juillet 2012, Monsieur Schäuble a dit qu'il était «hypocrite de collaborer avec des criminels en tant que ministre des Finance social-démocrate [...]». «C'est une idée saugrenue d'attendre que l'Allemagne participe à des paiements qu'elle juge juridiquement douteux», a déclaré le secrétaire d'Etat parlementaire au ministère fédéral des Finances, Steffen Kampeter (CDU), à la FTD du 10 août 2012 en ajoutant: «Qui mise sur le vol de données, agit dans une zone grise au niveau politique et juridique.»

URL: www.muenster-seminare.de/25437.pdf

URL: www.Staatsklage.de/

Avec mes meilleures salutations!

René Schneider séminaires

Courrier  des lecteurs

UBS – un mélange entre sottise et énergie criminelle?

En regardant les comités directeurs d'UBS, il ne faut plus être étonné qu'on pose en cachette la question de savoir si la sottise et l'énergie criminelle sont des conditions déterminantes pour faire carrière. Ils auraient dû savoir que Facebook était plutôt une bulle d'air que de la matière ferme, c'est pourquoi le grand engagement d'UBS était tout simplement une imprudence massive. Une fois de plus, ce sont le personnel (suppression d'emploi) et les petits actionnaires qui trinquent. Apparemment, UBS était également engagée

au premier plan dans la magouille du Libor. Une fois de plus!

Cette banque a-t-elle vraiment mérité d'être sauvée par le contribuable? Et les administrateurs doivent-ils vraiment être épargnés de plaintes de responsabilité malgré le refus de décharge? UBS nuit constamment à la renommée de la place bancaire et économique suisse. Il faut enfin mettre un terme à de telles activités!

Hans-Jacob Heitz, Männedorf

«Guerre psychologique»

Même le président de l'Association suisse des banquiers, Patrick Odier, a déclaré au Spiegel: «Depuis la signature de la convention fiscale germano-suisse le septembre dernier, il n'y a pas de sorties significatives de fortunes allemandes de Suisse.»

Peter V. Kunz, professeur de droit économique à l'Université de Berne, a, d'une manière générale, des doutes sur la version allemande. «C'est une guerre psychologique. Les Allemands de leur côté mettent en œuvre des mesures dissuasives», aurait-il déclaré dans le journal suisse «Blick». Au sujet de la piste présumée de Singapour, Kunz a déclaré: «C'est une pure allégation. Pourquoi les Allemands ne présentent-ils pas de preuve?» Selon lui, des instructions sur la façon de déposer de l'argent à l'étranger circulaient dans les milieux bancaires il y a six ans. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Il y a environ un an et demi, l'Association suisse des banquiers a conseillé aux banques de ne pas donner aux clients des conseils sur les questions fiscales. En outre, on leur

déconseille de transférer des actifs à des filiales à l'étranger. L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) vérifie que la directive soit respectée.

[...]

Du point de vue du scientifique Wolfgang Seibel, les autorités allemandes sont passibles d'une sanction en achetant des CD de fraudeurs du fisc. Cela reviendrait à l'incitation au crime et au recel. «On ne peut pas combattre l'injustice par l'injustice», a déclaré le politologue de Constance. «Nous ne sommes pas une république bananière qui fait cause commune avec des criminels – nous avons une réputation à perdre.»

Source: Dispute sur l'action contre les fraudeurs du fisc: Les Suisses prennent l'achat des CD de fraudeurs du fisc pour des manœuvres d'intimidation.

In: FOCUS Online: www.focus.de/finanzen/steuern/steuerfahndung/streit-um-vorgehen-gegen-steuerhinterzieher-schweizer-tun-steuer-cd-kauf-als-drohkulisse-ab_aid_798534.html

«Le secret de l'ordinateur de grand-papa»

Une proposition de livre d'enfant précieux



réalité de la vie d'adulte, à une vie d'adulte dans laquelle il pourra contribuer de façon sensée à la sauvegarde du bien commun, dans laquelle il s'engagera pour la paix, l'égalité et la liberté.

En nous promenant dans les rues commerçantes de nos villes nous trouvons dans les vitrines des magasins des jouets représentant du matériel de guerre sous forme de la technologie de guerre la plus moderne et des jeux vidéo martiaux à profusion. Quand on fait des recherches dans la littérature spécialisée, concernant l'impact de ces jeux de guerres sur l'âme de nos enfants, on arrive à des résultats hautement inquiétants. On peut y lire que ces jeux vidéo ont été développés après la guerre de Corée, parce que les soldats américains avaient «une trop grande inhibition pour tuer». Avec le développement de ces jeux vidéo l'objectif était d'entraîner les soldats à perdre l'inhibition naturelle de tuer, propre à l'être humain. Et ce sont exactement ces jeux-là qui, quelques années plus tard, sont apparus sur le marché de jouets. Ces jeux de préparation à la guerre ont déjà montré des conséquences atroces. Le public effrayé a dû prendre connaissance du fait que certains forcenés qu'on connaissait comme élèves calmes et sans histoires ont commis des massacres atroces sur leurs camarades et enseignants. Questionnés, ces malfaiteurs ont réduit leur inhibition de tuer et entraîné les meurtres avec des entraînements quotidiens de jeux vidéo pendant des heures. Ce savoir sur l'impact des jeux vidéo n'est pas encore largement répandu. Les résultats des recherches existent, mais la puissante industrie de guerre est toujours à l'œuvre pour garder ce savoir sous clé. D'autant plus de raisons pour les parents d'approfondir leurs connaissances de ces recherches et d'en tirer les conséquences nécessaires.

En continuant notre tour des magasins toujours à la recherche d'occupations intelligentes pour nos enfants, nous découvrons les poupées Barbie qui devraient servir comme modèle pour nos filles, leur montrer le chemin, comment une femme peut, au moyen

d'habits excitants et chers, d'après la devise de *Christine Lagarde* «grimper l'échelle de carrière en passant par le lit». Au rayon des livres nous trouvons un amas bizarre de livres qui ne s'occupent que de mondes fantastiques, avec des sorcières, magiciens et vampires, soit comme héros, soit comme méchants, ou bien même un mélange des deux qui désarçonnent l'esprit des enfants, les détournent de la réalité et leur transmettent une image tout à fait irréaliste de la vie et des êtres humains. La mystification de nos enfants est programée. Pourquoi célébrerait-on pompeusement même à l'occasion de l'ouverture des Jeux olympiques d'été à Londres, des sorcières comme *Harry Potter*, des monstres ou bien une magicienne comme *Mary Poppins* – une bonne d'enfants charmante qui enlève les enfants qui lui sont confiés dans des mondes magiques et leur adoucit ainsi l'existence avec leurs parents cupides, rigides et déconnectés, et ensorcelle finalement même les parents, détourne les enfants de leur plan de vie, de leur monde social et les amène dans l'irréalité, dans une vie douceuse en accord avec ses enfants doucereux?

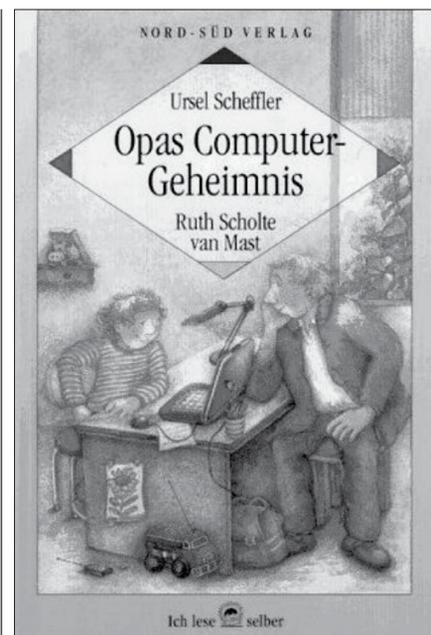
«Uli s'y connaît en ordinateurs. Mais pendant ses vacances, en visite chez son Grand-papa, il constate que Grand-papa n'a aucune notion des ordinateurs. Cela lui serait pourtant bien utile parce qu'il perd quelque peu la mémoire ... Mais Uli va être très étonné quand son Grand-papa lui expliquera avoir quelque part un petit ordinateur. Son Grand-papa se moque-t-il de lui? Qu'est-ce qui peut bien se cacher derrière ce secret d'ordinateur de Grand-papa? Et qu'est-ce que les graines de tournesol ont à faire avec les ordinateurs?»

(Texte du rabat du livre)

Mais que pouvons nous donner à lire à nos enfants? A quoi devraient-ils s'occuper pendant leurs loisirs? Sûrement pas à lire des histoires de fantaisie irréalistes et absurdes, sûrement pas avec des figures d'identification qui se comportent sans scrupules envers les adultes, volent, tuent et énervent tant que possible et avec toute cette exaltation de ces méfaits.

Je me suis alors rappelé un petit livret que j'ai raconté il y a plusieurs années à mes enfants de première année scolaire. Dans ce livret *Ursel Scheffler* raconte l'histoire de *Uli*, un enfant de huit ans qui va visiter son grand-père pendant les vacances parce que ses parents vont visiter une exposition d'ordinateurs. La tête d'*Uli* est pleine d'idées d'ordinateurs et lorsqu'il arrive chez son grand-père il pense pouvoir constater que celui-ci n'est pas à la hauteur des derniers développements techniques. *Uli* se sent plus malin et meilleur que son grand-père qui a de l'expérience de la vie et les pieds bien sur terre. Et là, *Ursel Scheffler* nous montre comment le grand-père d'*Uli*, avec soin et avec beaucoup de doigté pédagogique dont plus d'un pourrait s'en couper une tranche, regagne d'abord le respect de son petit-fils car il semble bien comprendre quand même quelque chose de la technique moderne et comme il l'emmène pas à pas ses pensées loin des ordinateurs et vers la nature pour finalement réveiller en lui un vrai intérêt pour la nature.

Le grand-père raconte à *Uli* l'histoire d'un ordinateur, oublié quelque part dans une cabane de jardin et construit par quelqu'un bien plus grand que lui. «*Uli* lève les yeux vers son grand-père. Il mesure 1,86m. Avec la casquette 1,90m. Quelqu'un plus grand que lui? Chapeau!» *Uli* est impatient que grand-père lui montre son ordinateur et *Uli* perd pour la première fois son arrogance enfantine, il veut absolument connaître cet ordinateur singulier. Mais le travail pédagogique n'est pas terminé pour autant. Lorsque le grand-père cherche la clé de la cabane du jardin – dans laquelle l'ordinateur devait se trouver – sous un pot à fleurs, *Uli* trouve que son grand-père n'est pas mal imprudent si un ordinateur s'y trouvait. Mais lorsque le grand-père ouvre les fenêtres et laisse entrer la lumière du soleil dans la cabane et qu'il explique à son petit-fils que son ordinateur fonctionne à l'énergie solaire, ce dernier est



Ursel Scheffler (avec des dessins de Ruth Scholte van Mast). «Opas Computer-Geheimnis», ISBN 3-314-00807-4

quand même impressionné. «Grand-papa est vraiment au sommet de la technique.»

L'auteur décrit le tangage des émotions du petit-fils jusqu'à ce qu'il apprend enfin que le secret de l'ordinateur de Grand-papa est caché dans une graine de tournesol. Tu seras étonné de savoir combien d'informations sont mémorisées dans cette petite graine» transmet-il à son petit-fils, et une conversation entre experts commence entre Grand-papa et le petit-fils, dans laquelle le grand-père tient compte du vocabulaire technologique de son petit-fils. Et là, *Uli* comprend que l'ordinateur de Grand-papa est tellement plus précieux que l'ordinateur le plus ingénieux du monde. Quel ordinateur est capable de se multiplier lui-même, alors que «les autres ordinateurs traînent dans un coin au bout de quelques années et ne font même pas envie aux moineaux!» Là, *Uli* ne dit plus rien et il réfléchit. A la fin il se baisse, ramasse une coquille de noix vide, la remplit de terre et y met une graine de tournesol. «Maintenant je sais ce que je vais rapporter à Maman et Papa de mon voyage.»

Ce livre d'enfant précieux est illustré avec soin. L'artiste a réussi à exprimer le développement de ce processus dans les visages du grand-père et du petit-fils. Malheureusement le petit livre est épuisé. Peut-être se trouvera-t-il des éditions qui se feront un devoir de le rééditer et le rendre accessible à nos enfants.

Uli se tait. Il réfléchit. «Est-ce que cela se passe comme ça pour toutes les plantes?» «Approximativement», dit Grand-papa. Les tulipes ont un ordinateur en forme d'oignon et les asters poussent à partir de graines minuscules. Les cerises, les pêches et les noix ont un ordinateur en forme de noyau ...» Uli montre un pommier et dit: «Cela veut donc dire que dans chaque graine de pomme minuscule il y a le programme pour un grand pommier? Avec les fleurs, les fruits et tout ce qu'il faut? «Exactement!» «Super! C'est vraiment génial!» Uli est enchanté. Il a maintenant compris ce que Grand-père veut dire.



Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».